

## AUTRICHE

17

## BIENTOT A L'ARRÊT ?

Après une période d'activité dynamique sur les six premiers mois de l'année, la croissance autrichienne a très fortement ralenti au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, sous l'effet d'une dégradation de la conjoncture à la fois nationale et internationale. Le PIB ne devrait pas rebondir en fin d'année, et pourrait stagner en 2023. La détérioration de l'activité économique n'empêche pas le gouvernement d'afficher une ambition de réduction du déficit public ambitieuse, qui repasserait sous les 3% dès l'année prochaine. Il en découlerait une diminution rapide du ratio de dette publique sur PIB. Ces engagements sont crédibles. En effet, le président écologiste sortant, Alexander Van der Bellen, a été aisément réélu le 9 octobre dernier, offrant une stabilité politique au pays après la débâcle de 2016.

Sur les six premiers mois de l'année, le PIB autrichien a très fortement progressé avec +1,2 % au T2, faisant suite à une croissance de +1,9% au T1. Cette bonne dynamique s'est néanmoins enrayée au 3<sup>e</sup> trimestre puisque la croissance du PIB a fortement ralenti à +0,2% (t/t). Ce recul de l'activité devrait se poursuivre sur la fin de l'année puisque la Commission européenne anticipe une croissance de +4,6% en 2022, alors que l'acquis de croissance à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre s'élève à +4,8%. L'année 2023 serait, quant à elle, marquée par un léger reflux de l'inflation, mais surtout par une stagnation de l'activité économique. La reprise serait progressive et s'amorcerait en 2024. L'exposition et la dépendance de l'Autriche à l'Allemagne vont peser sur ses échanges commerciaux en 2023 et en 2024, même si le pays devrait afficher un léger excédent de sa balance commerciale en 2022 grâce au rebond des exportations de services tirées par le tourisme (secteur qui pèse près de 15 % du PIB).

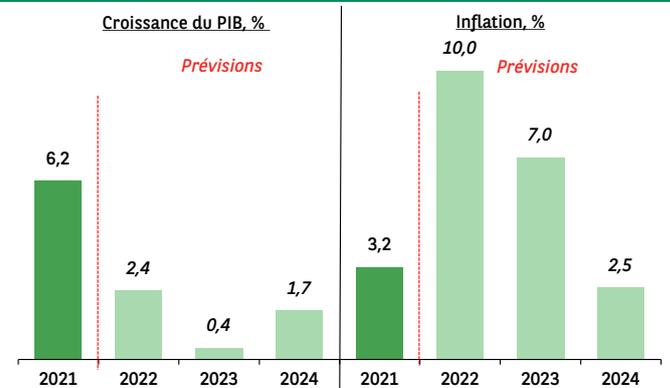
Le gouvernement affiche des objectifs élevés en matière de réduction de la dette publique. La croissance nominale du PIB, portée par une inflation à deux chiffres (+10,6% a/a en novembre, soit un plus haut niveau depuis 1952), permet une progression rapide des recettes publiques, tandis que les dépenses restent maîtrisées avec des mesures de soutien limitées. Résultat, le solde budgétaire des administrations publiques devrait converger dès l'année prochaine sous les 3% de déficit par rapport au PIB. Quant au ratio de dette publique sur PIB, il devrait diminuer de 7 points entre 2021 et 2024 (82% à 75% du PIB, graphique 2).

Malgré une conjoncture peu favorable, le taux de chômage devrait se stabiliser à son niveau actuel autour de 5% en 2023. Ce niveau, proche du NAWRU (estimé à 5,25% par la Commission européenne), est compatible avec une décre de l'inflation projetée à +6,7% en moyenne en 2023, suivie de +3,3% en 2024. La dynamique des salaires devrait contribuer à cette désinflation car, après avoir atteint un pic au T1 (+6% a/a), une décélération se dessine et la hausse n'est plus que de +5% (a/a) au T3.

Sur le plan politique, les Autrichiens ont reconduit à la tête du pays, le 9 octobre dernier, le président écologiste sortant âgé de 78 ans, Alexander Van der Bellen. Ce dernier a réuni 56,7% des suffrages exprimés dès le premier tour. Cette très large victoire n'est pas une surprise puisque le leader du parti écologiste (*Grüne*), soutenu par les partis traditionnels (le Parti social-démocrate et le Parti populaire), était donné vainqueur avec une large avance dans les sondages.

Ce résultat s'explique par le fait que l'extrême droite (FPÖ), principal parti d'opposition en Autriche, connaît un déclin tendanciel depuis plusieurs années à la suite d'affaires de corruption qui ont ruiné la crédibilité du parti nationaliste.

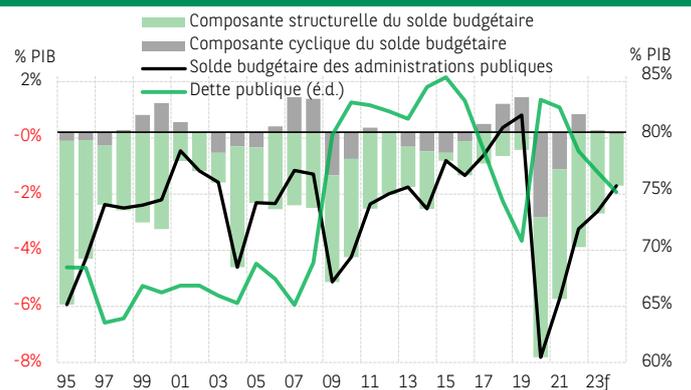
## CROISSANCE ET INFLATION



GRAPHIQUE 1

SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE, BNP PARIBAS

## AUTRICHE : SOLDE BUDGÉTAIRE ET DETTE PUBLIQUE



GRAPHIQUE 2

SOURCES : MACROBOND, COMMISSION EUROPÉENNE (AMECO), BNP PARIBAS

La réélection du président sortant offre une stabilité politique à l'Autriche après une élection tumultueuse en 2016 où des suspicions de fraudes dans le dépouillement des bulletins de vote avaient entraîné l'annulation pure et simple des résultats du second tour et l'organisation d'un nouveau scrutin.

Anthony Morlet-Lavidalie

[anthony.morletlavidalie@bnpparibas.com](mailto:anthony.morletlavidalie@bnpparibas.com)

BNP PARIBAS

La banque  
d'un monde  
qui change